

1^{RE} NOTE SUR LE FINANCEMENT DE LA PRESSE

Cette première note comprend :

- le financement par Google, Facebook, Microsoft
- le financement-appropriation par les groupes oligarques
- le financement public qui arrose les mêmes oligarques

Le parti pris est de démontrer les dégâts causés par l'abandon de toute politique publique de régulation constitutionnelle de l'information : les titres et groupes sont absorbés par les milliardaires, et les ressources sont réduites à néant pour l'information indépendante.

1 - FINANCEMENT PAR LES GAFA

LES AIDES DES DEUX FONDS GOOGLE

L'État sabotant les aides publiques à la presse, les grands titres de la presse parisienne, dont les activités anciennes, celles liées au papier, déclinent à vive allure. Ils ont aussi sollicité les géants américains de l'Internet. Lesquels se sont prêtés au jeu.

GOOGLE 1 - Google a acheté au début de 2013 la complaisance des plus hautes autorités de l'État en créant un fonds, doté initialement de 60 millions d'euros, « **pour l'innovation numérique de la presse** ». Le coup d'envoi de ce fonds a été donné à l'Élysée à l'occasion d'une rencontre le 2 février 2013 entre le chef de l'État de l'époque, François Hollande, et le président du conseil d'administration de Google, Eric Schmidt. Les deux hommes ont signé à cette occasion un accord écrit dont les termes exacts n'ont jamais été rendus publics.

GOOGLE APIG - La singularité de ce fonds, qui initialement devait durer trois ans (2013, 2014 et 2015), tient au fait qu'il fonctionne exactement comme les aides publiques : il est d'abord conçu pour avantager la presse des milliardaires français. **Le fonds est en effet géré par Google avec l'Association de la presse d'information politique et générale (APIG)**, qui regroupe pour

l'essentiel la presse des oligarques. L'APIG a été créée de façon à faire main basse sur une dénomination, la qualification de "presse IPG", attribuée par la Commission paritaire des publications et des agences de presse (CPPAP) aussi bien à des journaux imprimés qu'à des journaux numériques). Au sein du conseil d'administration du fonds Google, on trouve donc des représentants du géant informatique et des représentants de la presse des milliardaires (Les Échos, Le Figaro, Lagardère, etc.).

Le Fonds pour l'innovation numérique de la presse a distribué en 2016 très exactement 12 823 514 euros. Sur ce montant, les riches hommes d'affaires suivants apparaissent en bonne place :

- Matthieu Pigasse pour *Les Inrocks* (264 376 euros) ;
- Matthieu Pigasse et Xavier Niel pour *L'Obs* (179 117 euros), *Courrier international* (192 395 euros) et *Le Monde* (256 408 euros) ;
- Arnaud Lagardère pour *Paris-Match* (130 242 euros) et *Europe 1* (316 584 euros) ;
- Patrick Drahi pour *L'Express* (237 705 euros), *Libération* (192 900 euros) et *BFM-TV* (243 590 euros et 119 395 euros) ;
- François Pinault pour *Le Point* (396 900 euros) ;
- Iskandar Safa pour *Valeurs actuelles* (517 252 euros) ;
- Bernard Arnault pour *Les Échos* (897 600 euros)
- Serge Dassault pour *Le Figaro* (189 297 euros) ...



GOOGLE 2 « DIGITAL NEWS INITIATIVE »

- Google a bien compris l'immense intérêt de se mettre au centre du réseau de l'information en Europe et d'être le financeur d'une presse en déshérence. Le premier fonds arrivant en 2016 à extinction, le géant mondial a décidé d'en créer un second et de l'élargir à l'échelle européenne.

Ce nouveau fonds, baptisé « **Digital News Initiative** » et lancé courant 2016, a trouvé sa vitesse de croisière en 2017. Il a de nouveau arrosé la presse française de subsides. Si le détail des financements n'est pas encore connu, le fonds a malgré tout publié un bilan global pour tous les pays européens.

Pour 2017, c'est la presse française, encore elle, qui est la plus gourmande : elle a reçu **4 101 427 euros d'aides**, pour « googliser » l'information...

LES FINANCEMENTS DE FACEBOOK

FACEBOOK - Le groupe de Mark Zuckerberg a mis d'immenses moyens sur la table pour circonvenir la presse française. Le marché est simple, le partenaire doit produire massivement des contenus à haute valeur ajoutée sur la plateforme : vidéos, Facebook Live, reportages à 360°, "instant articles"... Les grands médias américains ont donc été rémunérés pour inonder les fils d'actualité de contenus originaux et ainsi convaincre l'ensemble des éditeurs d'en faire autant.

Mark Zuckerberg a mis en place un véritable réseau de

représentants VRP capables de faire la démonstration de l'incroyable efficacité des nouveaux formats mis sur le marché : **Le New York Times, CNN, le Huffington Post, BuzzFeed, Vox, Mashable ou encore Condé Nast... le fondateur de Facebook a rassemblé des représentants VIP dans sa « dream team »**. Modèles de réussite sur le marché digital, ces médias portent une solide réputation. Ils sont capables de produire à grande échelle et leurs contenus sont lus dans le monde entier.

Pour les convaincre, Facebook a dû se montrer très persuasif. Selon un document révélé par le *Wall Street Journal* en juin 2016, Mark Zuckerberg a ainsi fait un chèque de **50 millions de dollars** répartis en 140 contrats de partenariats avec des médias et des célébrités, dont 17 de plus d'un million de dollars (près de 3 millions pour le *New York Times* et BuzzFeed, 2,5 millions pour CNN). **Une goutte d'eau comparée aux 10 milliards de dollars de recettes trimestrielles de Facebook**, soit 47 % de plus qu'au même trimestre de l'année précédente.

FACEBOOK PRESSE VIDÉO - « En Europe, les grands médias français participent par exemple à cette manœuvre de séduction à grande échelle. TF1, Le Figaro, Le Parisien ou les titres du groupe Le Monde font également partie des éditeurs qui touchent de l'argent pour produire des contenus vidéo pour Facebook.

Les sommes ? entre 100 000 et 200 000 euros par mois sur des périodes renouvelables de six mois, d'après les diverses sources.

En échange de l'argent versé, chaque média s'engage à produire un volume précis de vidéos et/ou de "lives" sur une période donnée, d'après les informations que nous avons pu récolter. »

La presse française accepte d'entrer dans un lien de dépendance, voire de servitude vis-à-vis du géant américain, s'installant dans des logiques dont on peine à comprendre ce qu'elles ont à voir avec le droit de savoir des citoyens.

LES FINANCEMENTS MICROSOFT PAR LA FONDATION BILL GATES

MICROSOFT - La Bill & Melinda Gates Foundation, BMGF est une fondation américaine créée en janvier 2000, dirigée par ses trois administrateurs : Bill Gates, Melinda Gates et Warren Buffett.

Au 31 décembre 2017, la dotation de la fondation s'élevait à 50,7 milliards \$

La fondation Bill-et-Melinda-Gates apporte chaque année au *Monde* pour le site *Le Monde Afrique* des sommes considérables.

Sur le site internet du journal, on peut ainsi trouver une page où figurent quelques indications : « ... la fondation soutient aussi des programmes spécifiques au sein de grands médias : le site *Global Development* du *Guardian*, le site *Lifelines* d'Al-Jazeera ou le portail *Planeta Futuro* d'El Pais. La Fondation Bill & Melinda Gates soutient le lancement en 2015 du site *Le Monde Afrique* ... »

Les chiffres sont impressionnants : 299 109 dollars pour 2014 ; 440 582 dollars pour 2015 ; 611 001 dollars pour 2016 ; 680 675 dollars pour 2017.

Le multimilliardaire Bill Gates ne s'est pas borné à aider au lancement du *Monde Afrique* ; il le finance entièrement !

2 – FINANCEMENT- APPROPRIATION PAR LES GROUPES INDUSTRIELS

Le contexte est celui de l'**accélération de la concentration de la presse**.

Alors que de nombreux journaux étaient indépendants en France à la Libération, en application de la célèbre ambition du programme du Conseil national de la résistance (**« Rétablir la liberté de la presse, son honneur et son indépendance vis-à-vis des puissances financières »**), une double normalisation s'est opérée :

- une normalisation économique d'abord, avec la remise en cause de l'indépendance de ces journaux ;

- et dans son prolongement, une normalisation éditoriale qui a pris des formes innombrables, de la censure la plus brutale jusqu'à l'autocensure. Et cette double normalisation de la presse s'est fortement accentuée à partir de l'année 2010, avec la constitution d'immenses empires de presse autour d'une poignée de milliardaires.

1 - Rachat en 2010 du *Monde* par Niel-Bergé-Pigasse, suivi par l'acquisition quatre ans plus tard de *L'Obs*, création d'un immense fonds d'investissements pour poursuivre ces emplettes, avec pour conséquence, au plan éditorial, le spectaculaire licenciement pour un motif notoirement politique – impensable auparavant – de la numéro 2 du magazine, Aude Lancelin.

2 - Prise de contrôle par Vincent Bolloré du groupe Vivendi, et donc de ses deux chaînes de télévision les plus connues, Canal+ et CNews, avec à la clef une cascade de censures, dont celle d'un documentaire sur les systèmes d'évasion fiscale du Crédit mutuel.

3 - À l'initiative du milliardaire Patrick Drahi, constitution d'un empire de presse considérable autour de *Libération*, des titres innombrables du groupe L'Express ou encore des chaînes de NextRadioTV (BFM Business, BFM-TV, RMC, etc.).

4 - Boulimie du milliardaire Bernard Arnault : après avoir croqué *Les Échos*, rachat du *Parisien*, avec à la clef aussi des censures, dont celle d'une chronique du documentaire *Merci Patron !* qui avait été réalisé par François Ruffin et qui brocardait le même... Bernard Arnault.

5 - Entrée de Daniel Kretinsky au capital du *Monde*, une nouvelle étape, spectaculaire, dans ce mouvement de concentration, qui entraîne à chaque fois des dégâts éditoriaux gravissimes. En quelques mois, Daniel Kretinsky multiplie des achats de titres en France, comme le rappelle *Le Monde* :

« En avril, M. Kretinsky a racheté les radios de Lagardère Active en République tchèque, Pologne, Roumanie et Slovaquie pour 73 millions d'euros. Puis, dans la foulée, CMI est entré en négociations exclusives avec le groupe français

pour l'acquisition de ses titres de presse magazine en France, dont l'emblématique Elle (ainsi que Version Femina, Télé 7 Jours, France Dimanche, Ici Paris, Public, Art & Décoration). »

Daniel Kretinsky a fait aussi une autre acquisition, celle de l'hebdomadaire Marianne, qui retient l'attention. Car même si le magazine se porte très mal et est en déshérence depuis de longs mois, comme nous l'avons à plusieurs reprises chroniqué (lire notamment ici ou là), l'homme d'affaires a jeté son dévolu sur lui.

3 - LES AIDES PUBLIQUES GAVENT LES MILLIARDAIRES DE LA PRESSE

La presse française est prise dans les filets d'un capitalisme opaque qui vit en consanguinité avec l'État. Sept milliardaires et une banque – qui ont tous pour point commun de ne pas être des industriels de la presse – **empochent à eux seuls 49 % des aides publiques.**

Le bilan des aides publiques à la presse pour 2016 a été rendu public par le ministère de la Communication : ce sont les oligarques les plus riches, ceux qui ont fait main basse sur les plus grands titres de la presse quotidienne nationale, qui se partagent la plus grosse part des aides directes de l'État.

LES AIDES PUBLIQUES

- Les aides directes de l'État. Jusqu'en 2013, le détail de ces aides était tenu secret par l'État. Mais cette opacité – en même temps que le principe même de ces aides – a été contestée. Pour finir, les chiffres ont donc été rendus publics. Chaque année, leur publication suscite la même indignation car, à chaque fois, on y découvre que les mêmes milliardaires se partagent la plus grosse part du gâteau.

Voici le tableau des aides publiques 2016 titre par titre :
Sur les **79 657 023 euros distribués en 2016 sous forme d'aides**

publiques directes à la presse (aides au pluralisme, au portage, à la distribution, etc.), les plus grosses fortunes apparaissent tout en haut de cet étrange hit-parade :

- 1^{er} rang, le milliardaire du luxe Bernard Arnault pour *Aujourd'hui en France* (7,9 millions d'euros) ;
- 2^e rang, le financier Patrick Drahi pour *Libération* (6,3 millions d'euros) ;
- 4^e rang, l'industriel de l'armement et de l'aéronautique Serge Dassault pour *Le Figaro* (5,7 millions d'euros)
- 5^e rang, le banquier d'affaires Matthieu Pigasse et le milliardaire Xavier Niel pour *Le Monde* (5 millions d'euros). L'argent public va d'abord aux plus riches.

1 Dans cette présentation, **Bernard Arnault**, propriétaire du géant du luxe LVMH et classé 1^{re} fortune française, avec un capital de 46,9 milliards d'euros, selon le dernier classement du magazine *Challenges*, est aussi celui qui touche le plus de subventions pour ses journaux (*Le Parisien*, *Aujourd'hui en France*, *Les Échos*) : 12,3 millions d'euros. Ainsi la première fortune française, qui ne devrait avoir besoin d'aucun subside public, perçoit-elle **à elle toute seule 15 % des aides publiques directes.**

2 En troisième position se trouve ainsi le milliardaire **Patrick Drahi** qui, via SFR, contrôle *Libération*, tous les titres du groupe L'Express, BFM Business, BFM-TV ou encore RMC : lui à qui les banques ont prêté près de 50 milliards d'euros pour se lancer dans une folle boulimie d'achat, notamment dans les télécoms, reçoit de l'État **plus de 7 millions d'euros.**

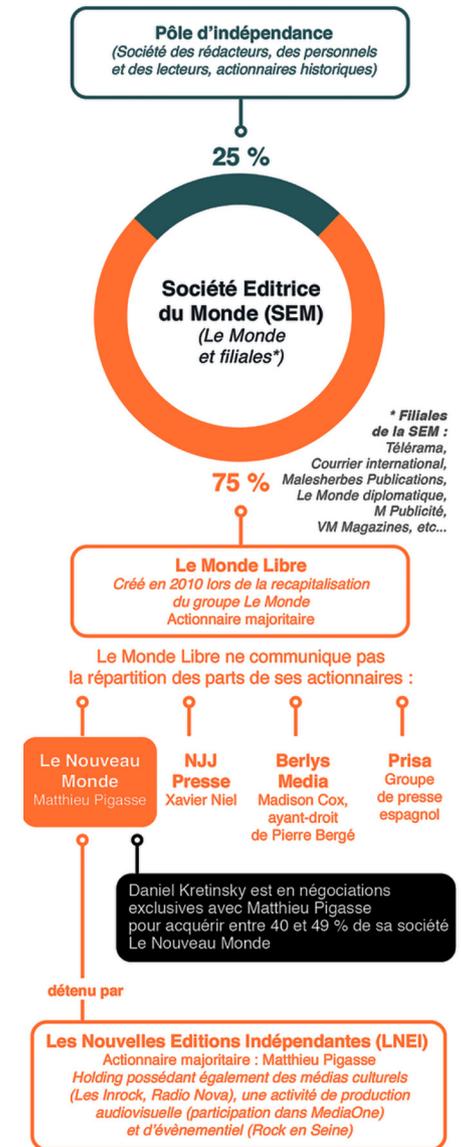
3 Pour le richissime Serge Dassault **6,3 millions d'euros**, 1,9 million pour Lagardère, 0,8 million pour François Pinault.

4 Une banque, le Crédit mutuel, qui possède tous les grands quotidiens régionaux de la façade Est de la France, de Metz jusqu'à Avignon, en passant par Lyon et Grenoble, **empêche 4,7 millions d'euros...**

Ce chiffre résume toute la situation de la presse française, prise dans

les filets d'un capitalisme opaque qui vit en consanguinité avec l'État : sept milliardaires et une banque – qui ont tous pour point commun de ne pas être des industriels de la presse – empochent à eux seuls 49 % des aides publiques.

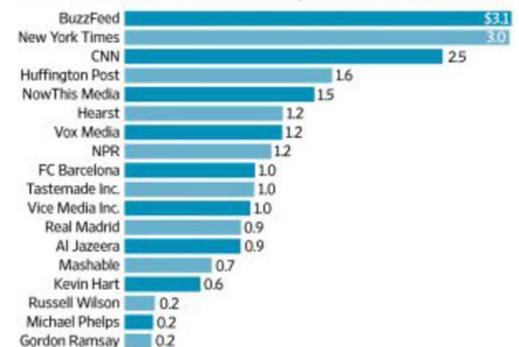
Actionariat actuel du groupe Le Monde



SOURCE : LE MONDE

Now Playing, Live on Facebook

A selection of companies and individuals paid by Facebook to provide live video content. Amount of contracts, in millions of dollars



Source: Document reviewed by the Journal

THE WALL STREET JOURNAL.